

Intervention



Les lieux affinitaires de la culture populaire à Québec

Gérald Naud

Numéro 15-16, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/57432ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Intervention

ISSN

0705-1972 (imprimé)

1923-256X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Naud, G. (1982). Les lieux affinitaires de la culture populaire à Québec.
Intervention, (15-16), 4-11.

Tous droits réservés © Les Éditions Intervention, 1982

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

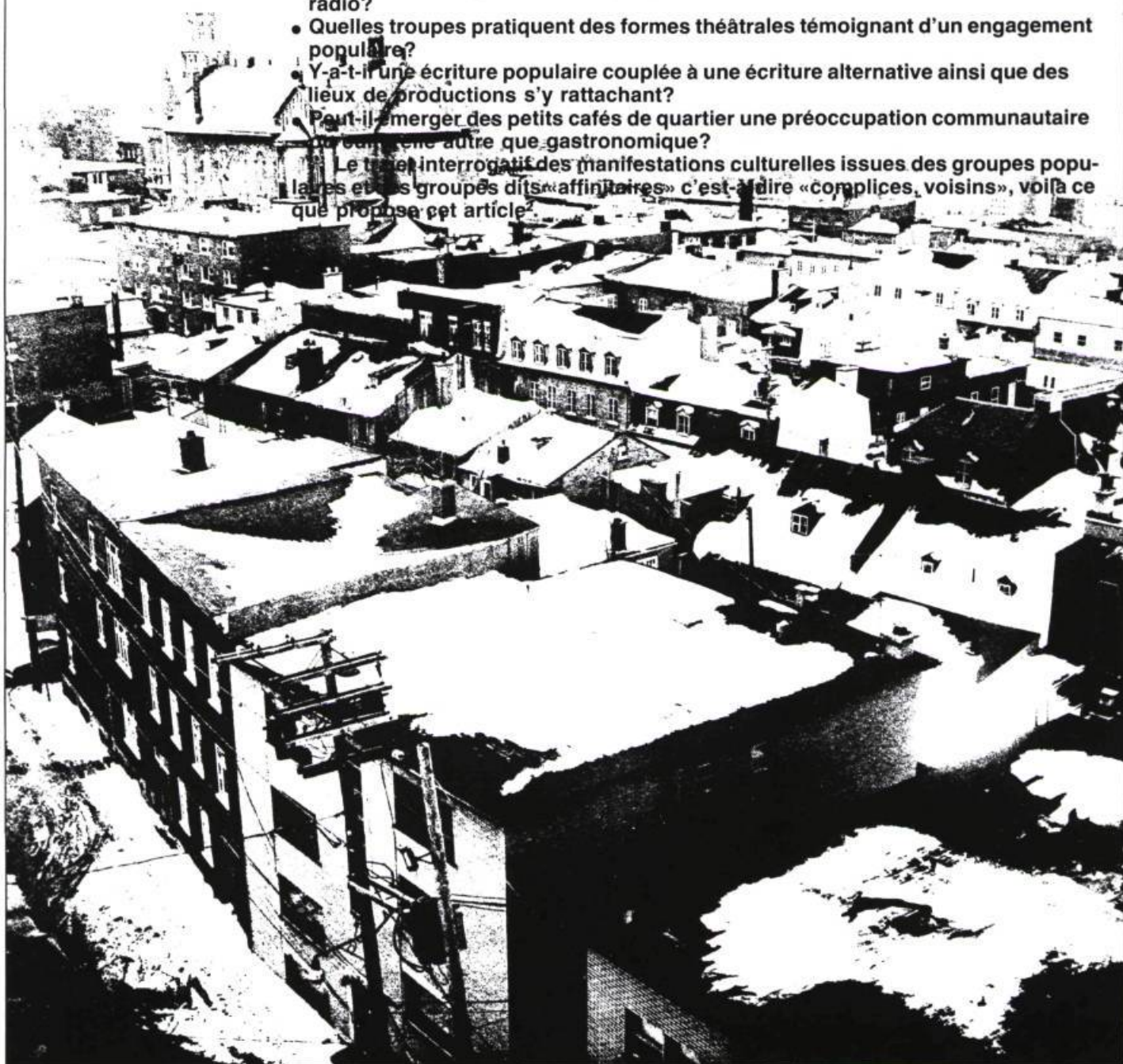
<https://www.erudit.org/fr/>

Les lieux affinitaires de la culture populaire à Québec

Il faudrait écrire comme on marche dans la rue¹ pour repérer avec pertinence les lieux et la situation de la culture populaire à Québec. Plusieurs questions sur le sujet restent en suspens:

- Quels sont les groupes populaires qui se reconnaissent comme tels explicitement par leur définition, leurs activités, leur programmation et leur production dans le loisir et la culture?
- Que retenir de significatif des groupes alternatifs de vidéo, de cinéma ou de radio?
- Quelles troupes pratiquent des formes théâtrales témoignant d'un engagement populaire?
- Y-a-t-il une écriture populaire couplée à une écriture alternative ainsi que des lieux de productions s'y rattachant?
- Peut-il émerger des petits cafés de quartier une préoccupation communautaire autre que gastronomique?

Le thème interrogatif des manifestations culturelles issues des groupes populaires et des groupes dits «affinitaires» c'est-à-dire «complices, voisins», voilà ce que propose cet article.



LES MANIFESTATIONS CULTURELLES DES GROUPES POPULAIRES

Les premières démarches consistent d'abord à identifier les groupes populaires qui se définissent d'une façon explicite comme tel et à vérifier si leurs activités, leur programmation et leur production concernent le loisir ou la culture.

Les groupes membres du Fonds de Solidarité des groupes populaires se donnent pour objectif d'améliorer les conditions de vie des classes populaires. Il s'agit donc là du noyau dur, du réseau explicite des groupes populaires à Québec. Voici la liste des groupes membres³: l'Association pour la Défense des Droits Sociaux • l'Ouvre-Boîte du Quartier • le comité de citoyens St-Gabriel • le comité de citoyens St-Sauveur • le mouvement d'action populaire de Limoilou • le journal Droit de Parole • la garderie Pomme d'Api • le groupement des locataires du Québec Métro

Parmi ces groupes, on peut retenir l'Ouvre-Boîte du Quartier (quartier St-Sauveur) où le loisir est le moyen prédominant pour atteindre les objectifs de cette maison de jeunes. Nous retiendrons, au même titre, la Maison des jeunes St-Jean-Baptiste même si cet organisme n'est pas membre du Fonds de Solidarité. Il convient de souligner la naissance des maisons de jeunes dans Vanier (la Parenthèse) et à Place Bardy (la Coudée). On peut retenir aussi l'Association pour la Défense des Droits Sociaux (ADDD) qui, à côté de ses multiples activités de revendication et de service, organise un camp de vacances chaque été à l'intention des assistés sociaux.

Quant au journal Droit de Parole, il est un producteur de culture populaire même si le ministère des Communications, dans son programme de financement des médias communautaires, lui a refusé une subvention sous prétexte qu'il ne contribuait pas au développement culturel.

Un survol du contenu du journal Droit de Parole témoigne d'un foisonnement d'événements gravitant autour du loisir, de la fête et de la culture, ce qui contredit l'argumentation naïve des fonctionnaires dans leur refus d'une subvention à ce média au nom de la culture au sens large.

Pour ce qui nous intéresse, cet aperçu historique d'événements souvent épars (en apparence seulement) révèle l'existence de plusieurs groupes qui apportent leur concours au mouvement populaire. Il révèle aussi un enchevêtrement de manifestations, de lieux de rencontre où se croisent et s'entraident des militants et des bénévoles dont la complicité avec leurs «clientèles» est le meilleur indice de leur imprégnation dans les classes populaires à Québec. Ces groupes sont autant de pistes qui seront approfondies dans les prochains paragraphes. Une visite de ces groupes et une cueillette d'informations permettra d'élargir le cercle initial des groupes populaires de lutte ou de service aux groupes de soutien et, finalement, à ce «bouillon de culture» qui sans cesse mijote dans les quartiers populaires.

Analyse de contenu de Droit de Parole

Dans ce point, nous nous attarderons à présenter les groupes qui, tout en se percevant d'une façon explicite comme groupes populaires, pratiquent des activités de loisir et de culture populaire. Le journal Droit de Parole apparaît comme un catalyseur qui a largement contribué, depuis dix ans, au développement culturel de Québec. C'est curieusement à partir de la définition suivante de la culture que le journal s'est vu refuser une subvention en 1980:

«La culture est prise ici dans son acception la plus large. Les médias communautaires doivent être des véhicules privilégiés pour l'expression publique des façons de penser, de parler et de vivre de leur milieu».⁴

Comme prétexte à un refus, ça suffit à nous «déconcriser» de tous les bureaucrates et technocrates, et de leur définition savante englobante d'où ils tirent leurs critères pour attribuer, d'une façon discrétionnaire, leurs sous aux plus...

En référence nous énumérons les manifestations dont Droit de Parole s'est fait l'écho et qui témoignent directement du loisir et de la culture populaire à Québec.

Droit de Parole. Janvier-février 1977.

- Présentation du vidéogramme de Ciné Vidéo Québec «On reste ici». Axé sur le logement, il valorise le thème de lutte: même ennemi, même combat.

Droit de Parole. Juin-juillet 1977.

- Article sur l'Ouvre-Boîte du Quartier.
- Projet du Centre Ciné-Vidéo du Faubourg «Nous faisons reportage». Ce projet d'animation s'inspire de la pédagogie socialiste du quartier de Célestin Frenet.
- Article sur la Joujouthèque: 500 jouets éducatifs pour les jeunes de 0 à 14 ans.

Journal St-Gabriel. Mars 1978.

- La Maison des jeunes St-Jean-Baptiste. Les jeunes refusent le projet de démolition de leur maison par la ville.

Droit de Parole. Automne 1978.

- Droit de Parole se transforme et l'équipe de production cède sa place aux groupes populaires.
- Annonce du bazar du Fonds de Solidarité.

Droit de Parole. Décembre 1978.

- Une vraie fête collective dans St-Sauveur. 1.000 personnes ont participé au bazar du Fonds de Solidarité.
- Article sur les maisons communautaires pour les jeunes. La lutte pour les subventions du ministère des Affaires sociales est une question de survie.

Droit de Parole. Février 1979.

- Grande soirée de solidarité le 24 février: chansonnier et danse folklorique.
- Les deux maisons de jeunes obtiennent une subvention pour «une année de plus».

Droit de Parole. Mars 1979.

- Soirée culturelle à l'occasion de la Journée Internationale des femmes le 8 mars. Théâtre présenté par les femmes illimitées. Musique et danse. Apporter bière, vin et eaux gazeuses.

Droit de Parole. Avril 1979.

- Annonce d'une soirée communautaire du Fonds de Solidarité.

Droit de Parole. Mai 1979.

- Rencontre-Amicale organisée pour le troisième âge une journée intitulée «Retrouvailles du printemps»: chansons, danses, jeux et pibices de théâtre.
- Description du film «St-Gabriel de Force». Il relate la lutte des maisons de jeunes et les manifestations pour contrer les expropriations.

Droit de Parole. Octobre 1979.

- Le gouvernement ne subventionnera plus les groupes vidéos sous prétexte qu'ils ne sont pas communautaires.

Droit de Parole. Novembre 1979.

- La Maison des jeunes de St-Jean-Baptiste signe un protocole d'entente avec la ville, ce qui les rend propriétaires pour 30 ans par bail emphytéotique.
- Le camp de vacances de l'ADDS aura lieu du 11 au 24 août 1979. Il est accessible aux assistés sociaux et en particulier aux familles monoparentales.

Droit de Parole. Décembre 1979.

- Une assemblée générale de Droit de Parole rend officielle la prise en main du journal par six groupes populaires. Le but est d'en faire un moyen d'information pour tous ceux qui travaillent à l'amélioration des classes populaires à Québec. «Les articles qui font la promotion d'organisations politiques ne seront pas acceptés pour éviter que le journal ne devienne une tribune pour les groupes ou partis politiques».
- Annonce du film «St-Gabriel de Force». C'est une réalisation collective de 40 minutes en 16 millimètres.
- Souper du Fonds de Solidarité et soirée de danse.

Droit de Parole. Janvier 1980.

- Le comité d'implantation de Radio Basse-Ville comprend 7 groupes populaires poursuivant les objectifs suivants: 1- Accès aux ondes à la population en général et aux groupes populaires. 2- Éducation et mobilisation de la population. 3- Prise en charge du devenir de son milieu par la population. 4- Traitement de l'information en profondeur.
- Annonce de la fête des assistés sociaux.

Droit de Parole. Février 1980.

- Annonce de la pièce de théâtre du Théâtre de la Riposte «Le chômeur circus en ville».
- Annonce du film «St-Gabriel de Force».

Droit de Parole. Mars 1980.

- Demande de révision au sujet du refus d'une subvention du ministère des Communications à Droit de Parole.
- Article sur la maison des jeunes St-Jean-Baptiste.
- Lettre-pétition des groupes vidéos d'intervention. 100 organismes ont signé.
- Annonce de la pièce de théâtre de la troupe Parminou «La faim justifie les moyens».

Droit de Parole. Avril 1980.



1^{er} MAI:



- Article sur les subventions de \$11,800 aux médias communautaires écrits et de \$900,000 à la radio et à la télévision communautaires.
- Projet de radio communautaire de la basse-ville.

Droit de Parole. Mai 1980.

- Le ministère des Communications refuse à Droit de Parole une subvention de \$3,000 parce que le journal n'aurait consacré que peu d'espace aux réalisations culturelles du milieu.
- Article sur un projet de centre communautaire par l'association Rencontre-Amicale dont les objectifs sont d'organiser: 1- Un centre de bénévolat. 2- Un lieu d'activités socio-culturelles et de loisir, d'activités créatrices et éducatives et des ateliers d'artisanat. 3- Des cours, des sessions d'information et de formation personnelle.

Droit de Parole, Juin 1980.

- Article. Les médias écrits communautaires: le front commun connaît un bon départ.
- Reportage: les assistés sociaux ont fêté leur solidarité. Une centaine de personnes sont venues partager et s'amuser au Centre Mgr-Bouffard.
- Bilan de la journée des chômeurs. La partie culturelle comprenait les chansonniers Pierre Fournier, Bernard Legault et Serge Landry. Le Théâtre Parminou et le théâtre de la Riposte y étaient.
- Article sur la pièce «L'information, c'est bête à dire» présentée au Théâtre du Petit Champlain. Théâtre Parminou.

Droit de Parole, Octobre 1980.

- Article sur l'occupation de la maison communautaire St-Amable, projet qui regroupe 19 groupes communautaires sans but lucratif. Les groupes reliés au loisir ou à la culture sont: les Ami/es de la Terre, la coop de Cinéma, l'Entrechât, l'Informatek, le collectif Intervention, les Roues Libres, le Théâtre du Vieux Québec.
- Annonce: grande fête de solidarité (à Montréal). Théâtre, chanson et danse populaire.
- Annonce d'une fête populaire organisée par le mouvement d'action populaire de Limoilou, pour couronner la lutte contre la pollution causée par l'incinérateur.
- Reportage sur la première fête populaire de Radio Basse-Ville au Parc Durocher.
- Article: les musiciens/enne du Québec réclament la liberté syndicale face à une union internationale.
- Article sur une série d'émissions de CKRL-MF sur la consommation.
- Annonce d'une soirée populaire pour soutenir la lutte des garderies (théâtre, musique, danse).
- Annonce du festival Vidéo-Québec 80. Présentation de soixante documents des différentes télévisions communautaires et des groupes de vidéo intervention de Québec.

Droit de Parole, Novembre 1980.

- Annonce d'une pièce du Théâtre Parminou «Viens voir... ça ne te fera pas mal», un spectacle sur la répression et la torture ici et ailleurs.
- Article sur le Café de la Résistance comme lieu d'expression culturelle des luttes d'ici et de la résistance à travers le monde, comme lieu de rencontre des militants/es de la région de Québec et comme lieu où il fait bon «bouffer».
- Article sur le camp de vacances de l'ADDS. «Les assistés sociaux s'organisent des vacances». 71 personnes (33 mamans et 47 enfants) ont séjourné au Domaine Notre-Dame de Sainte-Catherine de Portneuf. Cette expérience se renouvelle chaque année depuis cinq ans.
- Article sur les organismes volontaires d'éducation Populaire (les OVEP) et sur le programme de subvention du ministère de l'Éducation. Les groupes populaires sont invités à un colloque sur l'éducation populaire autonome.
- Annonce de la pièce de théâtre «Des quartiers où nous pourrions rester» par le Théâtre à l'Ouvrage. Cette pièce porte sur les revendications populaires à propos du logement.

Droit de Parole, Décembre 1980.

- Article incitant à boycotter les jouets militaires: la répression n'est pas un jeu.
- Annonce d'une manifestation des assistés sociaux, suivie d'une fête et d'un souper communautaire.
- L'Ouvre-Boîte du Quartier fait une demande de meubles de vieux appareils-photo, de matériel artistique, de tapis, d'articles de cuisine et de tout ce qui peut servir à une maison de jeunes.
- Reportage sur la pièce de théâtre «Des quartiers où nous pourrions rester».
- Résultat d'une consultation du comité des citoyens de St-Sauveur. Sur les 9 problèmes retenus, 2 concernent le loisir:

les terrains vacants et le manque de terrains de jeux ou d'équipements de parc.

- Article sur la création d'une association nationale des médias communautaires écrits.
- Annonce du souper et de la fête du Fonds de Solidarité (animation, chanson et danse).

Droit de Parole, Février 1981.

- 2 articles sur les maisons de jeunes: «Les jeunes, des citoyens à part entière» et «Position de la maison des jeunes St-Jean-Baptiste sur la loi 24».

Droit de Parole, Mars 1981.

- Article sur Ressources-Média.
- Annonce de la fête internationale des femmes (théâtre-forum, danses, chants, spectacles).
- Article sur la radio basse-ville.
- Article sur l'éducation populaire autonome.

Droit de Parole, Avril 1981.

- Article sur le Carnaval par le comité de travail sur la violence. «La violence fait partie du spectacle».
- Article sur les coupures à l'éducation populaire.

Droit de Parole, Mai 1981.

- Programmation de la journée internationale du 1er mai. Présentation du film «Harlan County» relatant une grève dans le charbon aux États-Unis.
- Soirée au Cégep Limoilou: chorale du 1er mai, discours, Fanfaronie.
- Article sur l'éducation populaire.
- Annonce des Fêtes du Printemps.
- Annonce de films à l'occasion du 1er mai: «Sur la ligne», «Les voleurs de job», «Une histoire de femme».
- Annonce d'une pièce de théâtre «Pas si fou d'être fou» par le groupe Solidarité-Psychiatrie.

L'Ouvre-Boîte du Quartier

Parmi les groupes populaires, l'Ouvre-Boîte du Quartier est le seul groupe où le loisir constitue un moyen prédominant pour atteindre ses objectifs. La Maison des jeunes St-Jean-Baptiste mérite une attention spéciale à cause des similitudes avec la maison de jeunes du quartier Saint-Sauveur.

«Ce sont des lieux où l'on peut s'épanouir et se divertir sainement; nos parents peuvent avoir confiance en ces endroits. Comme vous le savez tous, c'est ben strict à l'école et dans les organismes de loisir; il faut toujours faire ce qu'ils nous disent, ils nous prennent pour des enfants, pis encore des jouets. Mais on sait ce qu'on veut, pourtant la plupart des adultes (parents, professeurs, moniteurs) ne nous font pas confiance. Nous espérons qu'un jour les écoles et les organismes de loisir vont fonctionner comme nos maisons». (Droit de Parole, nov. 1978)

C'est clair et expressif. C'est surtout revendicateur face aux écoles et aux organismes de loisir comme lieu de conditionnement et de répression.

Et pourtant faut-il mordre la main des fonctionnaires du ministère (les Affaires sociales) qui en assurent la survie ou bien se contenter des miettes qu'ils daignent bien accorder aux maisons de jeunes? C'est la sempiternelle question de la survie que pose l'épée de Damoclès des subventions annuelles. Créée en 1972, à partir d'un projet Perspective-Jeunesse, cette maison de jeunes a reçu pour l'année 1980-81, environ \$40,000. de subventions du ministère des Affaires sociales et \$500. du Fonds de Solidarité des groupes populaires de Québec. Environ 75% des dépenses vont en salaire à des animateurs alors que le reste est affecté au chauffage de la maison, au transport des jeunes (notamment pour des activités de camping ou d'autres sorties extérieures au quartier) et à l'achat de matériel artistique, domestique ou de loisir.

Les activités de l'Ouvre-Boîte du Quartier sont fort variées: soirées, soupers communautaires, ping-pong, musique, atelier de photo, etc. Ces activités sont un prétexte car il convient de rappeler que les animateurs perçoivent leur rôle essentiel comme conseiller auprès des jeunes dans le but de prévenir la délinquance. Il faut tout de suite souligner à ce sujet qu'il ne s'agit pas d'une approche paternaliste (ce qu'il ne faut pas faire) mais d'une compréhension des conditions difficiles qui se posent aux jeunes de ce quartier. L'équipe d'animateurs semble fort préoccupée de la représentation des jeunes au conseil d'administration, même si, légalement, des jeunes de moins de dix-huit ans ne peuvent pas exiger une représentation officielle et directe.

La Maison de jeunes St-Jean-Baptiste

*«Ces maisons se sont toujours voulues hors du contexte autoritaire de l'esprit adulte sous toutes ses formes. Elles désirent continuer d'être hors du réseau institutionnel même si les subventions viennent d'un ministère... C'est un lieu de rencontre gratuit où les jeunes peuvent passer leur temps en participant à des activités pensées et dirigées par eux et aussi en passant ce temps assis à discuter et à écouter de la musique».*⁵



On peut affirmer que c'est après une lutte mémorable que les jeunes ont pu s'approprier «une belle et vieille maison dans l'ombre de cette monstruosité (Hilton)». En effet, le 16 juillet 1979, après deux ans de lutte, la maison des jeunes Inc. signait un protocole d'entente avec la ville de Québec. À la fin des rénovations majeures (toit, électricité et structure), la maison des jeunes Inc. devenait propriétaire pour un dollar (\$1.) par un bail emphytéotique de trente ans. Malgré les prétentions de la ville d'avoir versé \$75,000. à ce projet communautaire, il ne restait au groupe que \$30,000. pour la rénovation. La ville a effectivement retenu \$45,000. pour se rembourser le prix qu'elle avait payé en 1976 en vue de démolir cette maison qui est une des plus vieilles du quartier. Non seulement le groupe a-t-il réussi à passer d'un avis d'expulsion à une position de force, mais de plus, il a occupé son temps à la rénover au goût des jeunes.

La clientèle est constituée des jeunes de 12-16 ans du quartier et est ouverte de deux heures de l'après-midi à dix heures du soir, du

mardi au samedi. On y pratique des activités choisies par les jeunes: théâtre, menuiserie, macramé, etc. On peut constater que l'activité prédominante est centrée sur le loisir. Il n'en reste pas moins que sa raison d'être est rattachée plus globalement aux conditions socio-économiques faites aux jeunes et qui peuvent les conduire à la criminalité juvénile. À juste titre, les jeunes attribuent ce phénomène au manque d'emploi plutôt qu'aux libéralités de la nouvelle loi de la protection de la jeunesse alors que, du 5 au 10 janvier 1981, par exemple, on recensait 1,119 offres d'emplois pour les 21,000 chômeurs de la région de Québec. En dernière alternative, une maison de jeunes, c'est un point de rencontre qui se veut hors des préjugés les plus éculés qui circulent sur les petits «bums»:

«Ce n'est pas une place pour se saouler ou prendre de la dope. Pourtant nous voyons ensemble les problèmes vécus à l'école, en famille, les problèmes de sexe, etc.»

LES GROUPES AFFINITAIRES

En chimie, les corps affinitaires sont ceux qui ont tendance à se combiner. «Affinis» en latin a le sens de voisin, contigu, de participer, d'être mêlé à, ou d'être complice de quelqu'un, et a un sens plus étroit de parenté par alliance.

Dans ce second point, nous approfondirons la situation d'une vingtaine de groupes qui, à un moment ou l'autre, furent complices des événements triés dans *Droit de Parole*. Globalement, on remarque d'abord les médias communautaires écrits ou parlés (journaux, vidéos, radios et télévisions communautaires). En second lieu, on distingue des troupes de théâtre comme moyen d'expression de la culture populaire. Finalement, on retrouve une panoplie d'intérêts qui vont de la musique (la Fanfaronie), la danse (l'Entrechatch), le jeu (la joujouthèque), les lieux de rencontre (le café de la Résistance) et autres expériences diverses.

À ces groupes «complices» du mouvement populaire s'ajouteront des groupes identifiés dans le bottin des ressources alternatives. On y distingue un grand nombre de librairies dites alternatives et de cafés comme lieux de rencontre sociale à programmation culturelle.

Sons et images

À tout seigneur, tout honneur. Allons-y pour les merveilles des temps modernes (radio, télévision et vidéo), quitte, au prochain point, à retrouver le théâtre comme moyen d'expression plus pauvre mais tout aussi engageant (ce qui nous reposera de la cacophonie à laquelle nous convient les mass-médias).

Les expériences des groupes vidéo et de cinéma sont peut-être les plus significatives des difficultés de se tailler une place au soleil. (CKRL-MF est l'exception qui confirme la règle). Effectivement, l'infrastructure technique qu'impliquent la radio, la télévision et la vidéo, entraîne un investissement financier de départ susceptible de décourager les meilleures intentions.

Et pourtant... pour autant les groupes vidéo ont déjà une production d'images qui, même si elles ne procurent pas autant de frissons que les suspenses d'Hitchcock, compensent largement par la lucidité de leur intervention comme soutien aux groupes populaires.

Le centre Ciné-Vidéo du Faubourg Inc.

Parlons d'abord de leur orientation et laissons-les se présenter:

«Dans une société où les moyens de communication sont dans leur presque totalité entre les mains d'intérêts privés, certains groupes d'intervention vidéo ont vu le jour. Le centre Ciné-Vidéo du Faubourg est un de ceux-là. Nous nous définissons comme un groupe de soutien technique à la réalisation et à l'animation de documents audio-visuels au service des groupes populaires.»

Ce groupe publie un fichier de ses productions. À ce jour, ils ont 238 minutes de production d'images dont les titres sont évocateurs des sujets traités: A St-Esprit, c'est pas fini (fermeture d'école). • Les écoles, c'est à nous autres. • Un accouchement, c'est une fête. • En passant par la 2e avenue (circulation automobile dans Limoilou). • Paye-moi donc un café (les robineux). • St-Jean-Baptiste est pas mort (la vie d'un

quartier). • L'Ouvre-Boîte du Quartier. • Insinueriez-vous qu'il y a de la pollution dans Limoilou? • Un zonage, pour qui? • Transport en commun, solution commune.

Si la production, fort variée en sujets, est déjà significative des intérêts de ce groupe, encore une fois, en leurs propres mots, ces militants témoignent d'une idéologie claire et lucide dans leur opposition au système capitaliste:

«Le système capitaliste est bien organisé. Il a son État, ses écoles, ses usines, ses circuits de distribution, sa police, sa justice. Il a aussi sa culture qui nous fait croire que tout est correct, que tout est normal, que tout va bien pour tout le monde et qu'il n'y a rien à faire ensemble. Télévision, radio, cinéma, manifestations sportives, loteries de toutes sortes, spectacles sont souvent là pour nous faire oublier et donc nous empêcher de revendiquer nos droits et de nous organiser pour en finir avec l'exploitation.»

La vidéo est perçue par ce groupe comme un outil utile pour contribuer à la mobilisation des classes populaires sur les objectifs et le travail des organisations que sont les groupes populaires et les syndicats.

Peut-on penser ou imaginer que ces déclarations revendicatrices sont la source des embêtements et du peu de générosité de l'État à leur endroit? Que ce soit dans le cadre des subventions aux organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP) du ministère de l'Éducation ou du programme Ose-Arts du ministère du Travail, la situation financière reste cahotique, soumise aux aléas des politiques gouvernementales. Les locations et les ventes sont encore loin de permettre d'envisager une auto-suffisance minimale. Signalons en terminant que ce groupe se définit explicitement comme un groupe de soutien aux groupes populaires et que sa production en témoigne.

Le Centre Populaire d'Animation Audio-Visuelle Inc.

Cet organisme est un regroupement des vidéos de la région: *Ciné-Vidéo du Faubourg, Vidéo-Femme* et des groupes oeuvrant sur la rive sud (Lévis et Lotbinière). Le centre possède un module de montage et des équipements de production. Il est administré par un coordonnateur qui fait le lien entre les groupes. La cotisation annuelle (\$200 actuellement) est décidée par les groupes membres en assemblée générale. On y détermine aussi les conditions d'utilisation des équipements.

Les services offerts par le centre sont les suivants: • des services de conception et de production audio-visuelles (photographie, diaporama, vidéo) • des services de réalisation graphique (affiche, illustration, dépliant, sigle, macaron, brochure, etc.) de la conception à la supervision du travail d'impression • des services de recherche, de consultation et de traduction.

Le groupe se définit comme un collectif spécialisé dans la réalisation de documents socio-culturels et éducatifs et offre ses services aux groupes populaires en particulier mais sans se fermer aux autres groupes ou centres de services.

La section graphiste est récente. Créée il y a un an à partir d'un projet Ose-Arts, elle vise à l'autofinancement en attribuant le coût réel à chaque production. Les groupes populaires ont droit à une journée gratuite de travail dès qu'ils commandent pour \$25 de production.

Vidéo-Femme

Il s'agit d'un collectif autonome de femmes qui occupe un local connexe aux deux groupes précédents. Ce groupe possède des équipements de tournage et de diffusion. En ce qui concerne le montage, elles ont accès aux équipements du regroupement régional.

Ce groupe, même s'il s'adresse à une clientèle très large de femmes, ne se limite pas nécessairement aux classes populaires et n'en reste pas moins fort progressiste de par son mode de fonctionnement collectif:

«Notre fonctionnement est celui d'un collectif, ce qui implique une division égale du travail entre toute l'équipe. Une permanence est assurée toute la semaine par une personne différente chaque jour de façon à ce que chacune soit au courant des affaires quotidiennes du centre: distribution, envois de vidéo, contacts avec l'extérieur, contrats, etc.

L'équipe se suffit normalement à elle-même en ce qui concerne la production, c'est-à-dire que chaque membre est capable d'occuper différents postes au moment du tournage et du montage de façon à ce qu'il y ait des échanges à toutes les étapes de la production, de façon également à être au courant des productions des autres membres de l'équipe.» (Vidéo-femme, Document interne, Mai 1981, p. 8)

Voilà de quoi faire rêver Karl Marx qui prônait le développement polyvalent et universel des facultés chez l'homme ou encore l'utopiste Charles Fourier qui alliait le charme des courtes séances et l'alternance des tâches de façon à rendre le travail attrayant et passionnant.

Vidéo-Femme est actuellement en situation de consolidation. Même s'il y eut des mises à pied saisonnières, en période de travail, toutes les membres de l'équipe ont été salariées depuis 1977. Le nombre de permanentes a varié de quatre à dix selon les projets.

La situation financière demeure fort aléatoire même si la part de l'autofinancement augmente. La différence est comblée par la course aux subventions fédérales ou provinciales qui ont le désavantage de fluctuer avec la conjoncture politique.

Signalons en terminant la multiplication des fonctions du centre qui, tout en produisant 20 vidéos, a, au cours des ans, créé un réseau de distribution qui vise à rejoindre les groupes de femmes de tout le Québec. En outre, le centre organise chaque année le festival «Films et vidéos de femmes».

En 1981, il y avait 16 films et 12 vidéos dont le merveilleux film «C'est pas le pays des merveilles» d'Helen Doyle et de Nicole Giguère. Un festival itinérant à travers le Québec est envisagé pour 1982.¹⁰

Qu'il suffise finalement de rappeler les thèmes principaux des vidéos pour reconnaître en Vidéo-Femme un groupe progressiste: le féminisme, l'accouchement, l'avortement, les familles mono-parentales, la garderie, la santé, le sexisme, le théâtre, la poésie et la musique, le travail, la violence et la sexualité.

Radio Basse-Ville et CKRL-MF

La situation de la radio alternative à la radio commerciale est un exemple d'une démarche qui, tout en émergeant dans les groupes populaires, est en affinité avec un groupe externe à une vocation communautaire comme c'est le cas de CKRL-MF.

La grande question que l'on peut poser en ce printemps 1981 est: CKRL-MF, une expérience qui dure depuis huit ans, est-elle en mesure de cohabiter avec une petite soeur (Radio Basse-Ville) ou préfère-t-on créer une succursale par l'intégration de l'équipe de la basse-ville? L'autre hypothèse est celle d'une radio autonome, possédant ses équipements, ses studios de montage et une antenne émetrice.

Il semble plausible que cela aboutisse à ce qu'on appelle, chez les plus réactionnaires, l'accotage temporaire jusqu'à ce que Radio Basse-Ville vole de ses propres ailes.

Cet accotage temporaire aurait l'avantage de ne pas fermer l'avenir pour Radio Basse-Ville soit l'indépendance totale, tout en sauvegardant le fruit de leurs démarches (une sorte de souveraineté-association) et en évitant le sabordage auquel donnerait lieu leur intégration pure et simple à CKRL-MF.

Il est pertinent, à ce moment-ci, d'élaborer sur la situation de CKRL. Avec une capacité de diffusion qui couvre le Québec métropolitain et une bonne partie de la grande région rurale qui l'entoure (Portneuf, Charlevoix, Lotbinière, Beauce et Montmagny), CKRL a un bassin potentiel d'auditeurs et d'auditrices qui dépasse le demi-million. Avec une cote d'écoute qui varie entre 30,000 et 40,000 «fidèles», la station se rapproche lentement et sûrement d'un auditoire comparable aux postes MF commerciaux.

Avec 150 à 200 producteurs et productrices bénévoles, 125 heures/semaine de programmation et plus de 1,500 membres, CKRL est devenue un symbole de la radio communautaire en ce sens qu'elle prouve qu'on peut faire de la radio sur une base autre que celle de spécialistes salariés qui filtrent l'information et la musique comme dans les mass-médias commerciaux. Pour des centaines de bénévoles, CKRL est devenue une véritable école de la radio.

L'envers de la médaille réside dans le fait que **la diversité du public n'est pas un engagement envers les classes populaires**. D'autre part, l'originalité ne peut masquer le côté «passivité» de la radio comme média. Au-delà des 150 producteurs et productrices bénévoles, peut-on imaginer une démarche d'animation culturelle qui sorte des studios pour témoigner (et même créer) des événements culturels? Ce n'est là qu'une question insidieuse quand on pense à la nécessité de consolider d'abord l'acquis. C'est une question plus précautionneuse si on la pose sur la base d'une radio au service des classes populaires. C'est là que Radio Basse-Ville entre en piste, refait surface dans notre scénario.

En effet, la clientèle étudiante de la haute-ville et du quartier St-Jean Baptiste compose l'auditoire de CKRL. Radio Basse-Ville vise la clientèle de St-Roch, St-Sauveur, St-Jean-Baptiste et Limoilou. Il semble que c'est là une population qui n'a pas encore été rejointe, du moins d'une façon importante par CKRL.

L'idée d'une radio dans la basse-ville mijote depuis 1978. C'est la réunion de huit groupes populaires, qui s'acharne depuis 1980 à éviter que la sauce ne se gâte devant le refus des subventions. L'obtention d'un permis implique des études parfois coûteuses; en ce sens, l'hypothèse de partager un studio et une tranche horaire avec CKRL apparaît comme la planche de salut à court terme et une porte ouverte sur l'avenir.

Une subvention du secrétariat d'État a permis de couvrir le salaire de la seule permanente durant trois mois à l'été 1980, aide à laquelle se sont ajoutés les \$500 du Fonds de Solidarité des groupes populaires. Radio Basse-Ville a réalisé sa première série d'émissions du 2 au 5 mars 1981 en collaboration avec CKRL-MF.

Quelle que soit la formule retenue, le grand défi pour Radio Basse-Ville demeure les sources de financement. Si on peut facilement imaginer un radiophon, la publicité de prestige, si prestigieuse soit-elle, qui consiste tout de même à vendre un produit et à propager sa consommation demeure un gros point d'interrogation pour un groupe au service des classes populaires. Une telle publicité, même informationnelle, a d'abord et avant tout une vocation commerciale.

La télévision communautaire

À Québec, ce type d'image et de son n'a de communautaire que l'accès aux ondes pour les groupes et les individus les plus variés possible, ce qui va d'André Moreau qui «mousse» la vente de ses livres à toute une série d'associations bénévoles.

C'est le cas du canal 9, canal communautaire qui offre un studio où tout groupement bénévole peut enregistrer une émission. Il convient de signaler immédiatement que la programmation du canal 9 n'est qu'un des services offerts par Inter-Vision Québec Inc. dont le but est le suivant:

«La mission d'Inter-Vision est donc de fournir aux télé-distributeurs une programmation traditionnelle plus variée, de développer des services complémentaires et d'accroître l'utilité et l'accessibilité de la télévision en général pour le consommateur.»

Y'a rien là de ben révolutionnaire. **Tout au contraire, il y a usurpation du mot communautaire.** Inter-Vision se présente effectivement comme un consortium industriel québécois, créé par un groupe de télé-distributeurs. Plus de 50% de la population de Québec serait abonnée à un télé-distributeur par câble, selon le dépliant du consortium.

L'usurpation de la vocation communautaire est d'autant plus fondée que la programmation du canal 9 est basée sur des demandes «ad hoc», soupesées, refusées ou acceptées par la coordonnatrice d'Inter-Vision à Québec. Il n'y a donc pas de démarche collective, ni d'approche au service des groupes populaires, il s'agit plutôt d'une programmation juxtaposant des groupes ou des individus isolés.

Une lutte pour s'approprier ce média est d'autant plus pertinente qu'il convient aux groupes populaires d'être à la fine pointe de la nouvelle révolution qu'apportera en information la télévision bidirectionnelle. Le monde de l'information et des mass-médias va être bouleversé, au cours de la prochaine décennie, par la télévision

payante. De plus, c'est l'entreprise privée qui monopolise actuellement ce développement.

Une appropriation de ce média semble possible. Ainsi, les fonctionnaires ont accès au canal 24, «Fonctionnaires recto-verso», qui produit ses propres émissions. Pourquoi la même chose ne serait-elle pas possible pour les syndicats, les coopératives ou les groupes populaires? C'est en l'essayant qu'on pourrait le savoir. On pourrait voir autre chose que la télé commerciale, Radio-Canada commercial, Radio-Québec (sans publicité), l'Assemblée nationale, la Chambre des Communes ou tout autre amuseur public voué à la consommation «passive».

La coopérative de cinéma de Québec.

Le grand écran, s'il est l'ancêtre du visuel bien avant le vidéo et la télévision, reste le mont Everest, le rêve inaccessible des producteurs québécois, qu'ils soient petits ou gros, à but lucratif ou non, en court, moyen ou long métrage. Selon Jean Tessier de Spirafilm, ils sont rares les producteurs privés ou non qui font leurs frais dans le cinéma québécois.

À Québec, la coopérative de cinéma fut un lieu d'apprentissage et de familiarisation avec ce média.

Parmi les productions de la coopérative, on peut signaler «Votez mauve», «L'âge d'or», un film sur Phil Latulippe, et «St-Gabriel de Force». Le film «Votez mauve», face à un refus de subvention, fut financé par des emprunts personnels. Tiré d'un scénario de fiction, auquel se greffèrent des scènes croquées sur le vif, il a abouti à un résultat bâtarde. D'où une lourde dette (environ \$18,000) que les coopérateurs sont encore à rembourser.

La coopérative ne s'est pas limitée à faire des films; elle a participé à une critique des politiques des deux paliers de gouvernement à l'égard du cinéma québécois. Ces activités ont donné lieu à un regroupement régional d'une vingtaine de producteurs privés à but lucratif ou non, de la région de Québec. **Actuellement, la régionalisation de Radio-Québec capte les énergies des petits producteurs d'images.** Ainsi, cinq «boîtes» de la région se sont unies pour produire, avec l'aide de pigistes, deux émissions de Radio-Québec.

La coop de cinéma, même si elle est fatiguée, n'en demeure pas moins intéressante par sa formule coopérative.

Spirafilm

Spirafilm a travaillé durant quatre ans à un film sur les conditions de travail en forêt. Actuellement, l'équipe développe un projet axé sur le sujet de l'analphabétisation des québécois (10% ne sauraient ni lire, ni écrire et 30% auraient de la misère à se débrouiller). Ce projet se fait en collaboration avec l'Institut Canadien aux Adultes (ICEA) et la troupe de théâtre *Parminou*.

Incorporée à but non lucratif, *Spirafilm* se veut une entreprise autogérée, mais sa présentation insistante sur la compétence, sur «une équipe de personnes qualifiées qui désirent répondre de façon professionnelle à la demande croissante», nous laisse l'impression vague d'un langage technocratique qui s'adresse à toutes les classes sociales.

Fait-on produire un cinéma de revendication par des spécialistes super-efficaces? Pourquoi pas des experts au service du peuple? Cela ne vaut-il pas le canal communautaire d'*Inter-Vision* où des producteurs bénévoles «trippent» sur leur face et leur message au service d'un consortium industriel. Qui choisir? Les experts au service du peuple ou le bénévolat générateur de profits capitalistes? Ni l'un, ni l'autre, si on revient à notre point de départ que sont les groupes populaires. Les multiples expériences décrites dans ce point «son et image» nous ont parfois fait bifurquer de ce filon initial qu'est le pouvoir populaire et les démarches conséquentes, de type collectif ou communautaire.

Le théâtre populaire

Deux troupes, le *Théâtre Sans Détour* et le *Théâtre Sans Air*, pratiquent, chacune à leur façon, **des formes théâtrales qui témoignent d'un engagement populaire.**

Le *Théâtre Sans Air* s'exprime dans le quartier Saint-Sauveur et se veut une action militante parmi d'autres. Le groupe a travaillé à l'été 1981 à une pièce concernant la nouvelle loi sur les rapports entre propriétaires et locataires. Cette troupe qui a émergé en 1978, s'est manifestée une dizaine de fois en 1980 à l'occasion de fêtes ou d'événements organisés par les groupes populaires. Ayant déjà fait du théâtre

pour enfants dans les écoles et les garderies, les «acteurs» manifestent le goût d'en refaire un de ces jours. Les perspectives actuelles s'orientent vers la rue, vers un théâtre sur place publique. La rue, théâtre des automobiles et terrain de jeux dangereux, peut-elle être domestiquée?

Le *Théâtre Sans Détour* est une troupe de cinq comédiens qui existe depuis quatre ans. Ils se produisent en «spectacle» lors de manifestations populaires comme la fermeture d'usine, la journée internationale de la femme. Actuellement, en collaboration avec les maisons de jeunes, ils préparent une pièce qui sera présentée au CLSC de la basse-ville.

Là où les *Sans Air* et les *Sans Détour* nous emballent, c'est dans la forme de leur «performance» théâtrale. Ainsi, *Sans Détour* pratique un **anti-modèle où les spectateurs interviennent dans un rapport oppresseur-opprimé.** Provocation, improvisation et fil conducteur sont la clé de «sketches» où le message téléguider du théâtre sur scène est annihilé au profit d'une dialectique de confrontation entre des protagonistes de problèmes sociaux actuels. Un canevas, minutieusement préparé, est livré à la vindicte populaire, à la poursuite des «criminels/oppresseurs».

Écriture alternative et diffusion parallèle

Dans ce point, nous allons cueillir l'expérience des groupes qui pratiquent une écriture revendicatrice à Québec. Outre *Droit de Parole*, on pense au *Bulletin Pantoute*, une revue littéraire publiée tous les trois mois par la Librairie Pantoute depuis avril 1980. Les autres médias écrits sur lesquels porteront notre attention seront le *Q-Lotté* et la revue *Intervention* publiée par le collectif du même nom.¹² Nous constaterons aussi l'existence d'une dizaine de petites librairies de diffusion, parallèles au réseau commercial. La *Librairie Pantoute* en est la figure de proue.

Le «conglomérat» Pantoute

Parler de conglomérat peut paraître prétentieux. Ce mot a pourtant un sens technologique: masse de matériaux agglomérés par un liant. Ce lien, c'est un groupe formé «d'une dizaine d'actionnaires-apôtres, mordus-férés».¹³ Organisme à but lucratif (quel sacrilège), cette librairie est devenue **un lieu de fermentation culturelle et d'expression irremplaçable pour les littérateurs de la région de Québec.**

Au printemps 1981, le groupe a déjà publié cinq numéros du *Bulletin Pantoute*. Distribué gratuitement, il s'adresse à l'ensemble des amoureux du livre de la région. Loin de détenir la ligne juste et d'être en possession tranquille de la vérité, on y pratique tout au contraire et avec aisance, l'insécurité idéologique comme en témoigne la présentation du premier numéro:

«Le bulletin ne s'enfermera pas à l'intérieur d'une idéologie, mais tentera de refléter l'ouverture particulière aux «nouvelles valeurs» qui caractérisent l'aventure Pantoute».¹⁴

Le contenu est composé surtout de critiques et de notes de lecture. Il y a également des articles, des entrevues, des commentaires et des dossiers sur les aspects et les acteurs de la littérature et de l'édition à Québec. Il faut signaler le dossier sur le Québec et les amérindiens dans le numéro 2 et un long dossier sur dix écrivains de la région de Québec dans le numéro 3. Les thèmes qui reviennent souvent sont la science-fiction, la bande dessinée, l'écologie, la littérature québécoise et la littérature féministe. Ces thèmes privilégiés sont aussi ceux des rayons et du catalogue de la *Librairie Pantoute*. Ils se situent dans le **prolongement de la «contre-culture»** et nous rappellent facilement les «nouvelles valeurs» de la génération «peace and love». Les titres du catalogue révèlent les préoccupations de la librairie: agriculture et élevage, alimentation, énergies nouvelles, habitats, autosuffisance, environnement et écologie, livres-ressources, nature, santé et bien-être, nucléaire.

Le Q-Lotté

C'est avec un plaisir certain que l'on peut aborder ce journal «ronéotypé» que le bottin des ressources alternatives présente comme un feuillet socialiste libertaire, un journal anarchiste, prônant l'auto-gestion sous toutes ses formes et l'écologie libertaire. Le *Q-Lotté* est produit par six militants et diffusé à environ 800 exemplaires.

L'humour au service de la révolution, ça peut déconstruire.

Pourtant le Q-Lotté, c'est plus que cela, c'est **s'emparer de nos quartiers de la ville par l'autogestion**. Le numéro 31 a procédé à une analyse fort complète de l'aménagement de la colline parlementaire à Québec et du développement de notre ville par et pour les autres. Une idéologie au service des classes populaires est clairement énoncée dans ce numéro:

«Il importe donc que la classe populaire se donne des instruments qui lui permettent de prendre en charge collectivement, à travers ses activités quotidiennes, l'ensemble de la ville.

Parmi les instruments identifiés dans ces textes du Q-Lotté figurent les divers groupes populaires, comités de citoyens, regroupements de chômeurs et travailleurs qui constituent l'amorce de cette volonté de prise en charge». (No 31, mars 1981, p. 1)

On peut conclure en disant que s'il y a une culture populaire à redécouvrir, il reste un travail de déchiffrement à faire, un travail de dépucelage de la conception du beau et de l'art plastifié. *Intervention* à sa mesure, joue un peu ce rôle de contestation de l'art officiel.

En dehors de ces trois publications, on peut signaler les bulletins de liaison ou d'information des groupes populaires (comité de citoyens et autres) ou des groupes affinitaires comme les *Amis de la Terre*, un groupe écologiste qui a des racines à Québec et qui a une écoute certaine dans les milieux populaires.

Toutefois, *Intervention*, le *Q-Lotté* et le *Bulletin Pantoute* sont au plus des mouvements affinitaires et seul *Droit de Parole* peut prétendre être la voix des milieux populaires à Québec.

Diffusion parallèle

S'il y a, à Québec, une écriture alternative, modeste et peu prétentieuse, il y a aussi, en dehors du réseau des librairies commerciales, une dizaine de librairies qui diffusent **une littérature qui restera toujours suspecte aux librairies capitalistes, parce que revendicatrice**.

Nous pouvons mentionner, outre la *Librairie Pantoute*, la *Librairie l'Étincelle* et la *Librairie Rouge* qui diffusent une littérature marxiste, *l'Informatek* et la librairie du CRAC qui informent surtout sur l'information naturelle, la *Librairie les Mutantes* qui se concentre sur la littérature féministe et les librairies messianiques et ésotériques qui «trippent» sur les religions orientales, l'astrologie, le mysticisme, etc. comme la *Librairie Alexandrie*, la *Librairie Arc-En-Ciel* et la *Librairie Psi*. On compte aussi des librairies qui s'intéressent à l'achat et à la revente de livres usagés: *Au Comptoir du Livre*, *Aux Livres et Disques d'Occasion*, la *Librairie du Faubourg* et la *Librairie du Quartier Montcalm*.

On se doit d'accorder une importance toute particulière aux librairies qui diffusent **la littérature axée sur la lutte des classes sociales comme élément prédominant de toute idéologie d'intervention sociale et ce, dans une phase de développement des sociétés où la classe ouvrière comprend la majorité des producteurs et est dominée par la bourgeoisie**.

La *Librairie l'Étincelle*, reliée au groupe politique *En Lutte*, vend les documents historiques et les classiques du mouvement ouvrier international: les oeuvres de Karl Marx et de Friedrich Engels, de Vladimir Ilitch Oulianov, dit Staline, de Joseph Iossif Vissarionovitch Djougatchvili, dit Lénine, et des «moins connus» que sont Dimitrov, Mao, Hoxha, etc. On y vend également les documents sur les luttes du mouvement ouvrier et populaire, toutes les publications et rééditions de l'organisation marxiste-léniniste *En Lutte*, des périodiques internationaux, des romans, du théâtre et des disques. La *Librairie Rouge* diffuse, elle aussi, la littérature du mouvement ouvrier international. Sa ligne politique diffère cependant de celle d'*En Lutte*.

On peut considérer que ces deux librairies diffusent une littérature qui, historiquement, a pris «le parti pris» des opprimés d'une façon qui dépasse le préjugé favorable aux travailleurs. Ce commentaire suffit.

Quant au Grand Soir de la révolution qui renversera l'Ordre Établi, il suffit de se rappeler que la bourgeoisie a renversé le féodalisme et la royauté. Qui renversera la bourgeoisie et quand? Il faudrait poser la question aux futurologues comme Hermann Khan, Alvin Tofler, Nostradamus, Charles Fourier ou encore Karl Marx.

Si la *Librairie l'Étincelle* et la *Librairie Rouge* sont directement «ploquées» sur le mouvement ouvrier et populaire, la *Librairie les Mutantes*, *l'Informatek*, la *librairie du CRAC*, au même titre que la *Librairie Pantoute*, sont plutôt branchées sur l'alternative, sur une autre culture qui n'est pas nécessairement prolétarienne.

C'est le cas de la *Librairie les Mutantes* qui diffuse une littérature féministe qui va au-delà des classes sociales en relatant les luttes de femmes, qu'elles soient bourgeoises, émancipées ou défavorisées. Il

s'agit d'une corporation à but non lucratif qui a été créée en 1980. Sept personnes constituent l'assemblée générale. Actuellement, la librairie fonctionne sur une base bénévole mais a déjà eu une salariée. Les militantes de cette librairie sont en contact avec la *Maison des Elles*, la *Librairie des femmes* à Montréal et le réseau de revendications féministes. Elles ont amorcé certaines activités autre que la vente de livres: lancement d'auteurs (Julie Stanton), présentation du film «Le soleil n'a pas de chance». Les principaux thèmes des rayons sont révélateurs des préoccupations féministes: viol, violence, sexualité, maternité, avortement, contraception, lesbianisme, psychologie, éducation, féminisme, arts, histoire, socio-anthropologie, théâtre, poésie, essai, biographies et autobiographies de femmes, revues, romans et récits.

*L'Informatek*¹⁵ est une coopérative de documentation sur la qualité de la vie. Elle possède un inventaire de plus de 3,000 livres sur l'ésotérisme, l'alimentation naturelle, la santé, l'agriculture biologique, le co-opératisme et les alternatives. Plus de 500 dossiers couvrent ces différents domaines. Des conférences sont organisées régulièrement. La librairie du CRAC¹⁶ vend au public et aux membres du CRAC des livres alternatifs sur l'alimentation naturelle, sur l'hygiénisme, le jardinage écologique et l'agriculture biologique.

Nous n'irons pas plus loin dans l'alternative car **plus on avance vers l'ésotérisme, le mysticisme et le Christ, plus les pistes se brouillent et plus on s'éloigne des classes populaires pour se rapprocher de Dieu, de Mahomet, de Bouddha et autres gourous**.

Ce sont là des maîtres spirituels qui sont autant de faces hideuses pour tout matérialiste athée, bon consommateur des biens et jouissances de ce «bas» monde.

Il ne reste qu'à glisser un mot sur le commerce des livres usagés qui font la joie des enrégés de la lecture. Que dire sinon qu'on retrouve parfois et souvent un «melting pot» qui n'a d'intéressant que l'implantation dans un quartier et le fait d'avoir une clientèle «d'amoureux du livre» qui grattent le fond de leurs poches pour «bouffer» des polars, du Harlequin, etc.

Y a-t-il une écriture populaire et une diffusion de littérature du mouvement ouvrier et populaire à Québec en ce printemps 1981? La réponse est oui: *Droit de Parole* et les deux librairies marxistes. Il y a aussi une écriture alternative, souvent revendicatrice, et des lieux de diffusion qui témoignent d'une persistance, d'un enracinement du mouvement de la «contre-culture», des «bags» de la génération «flower power».

Les cafés comme lieux de rencontre populaire

Ouvert le 29 septembre 1980, le *Café de la Résistance* est une corporation à but non lucratif qui regroupe 100 membres qui ont versé une mise de fonds initiale de \$200 et qui constituent l'assemblée générale. Deux permanents s'occupent de la bouffe alors que la programmation culturelle, ce qui nous intéresse, est assurée sur une base bénévole. Il va de soi que les spectacles ne sont pas gratuits mais visent à s'autofinancer. Voici comment les membres du café se définissent:

*«Conscients que, depuis des années, la culture progressiste (particulièrement au niveau de la chanson) s'est peu développée et s'est exprimée en peu d'endroits, particulièrement à Québec, il nous apparaît essentiel, par la mise sur pied du Café la Résistance, de constituer un des pôles du front culturel, nécessaire à l'avancement et au ressourcement de nos luttes».*¹⁶

Ce café se veut **un lieu de rassemblement de militants/es et québécois/es et latino-américains/es de la région**. Si le groupe a fonctionné en déficit au cours des premiers mois, il semble que la situation financière se soit fortement améliorée. Les subventions ne sont pas courtisées avec assiduité. Le café a pu bénéficier d'un projet Ose pour démarrer.

Les artistes suivants se sont produits au café: Paul Piché, Alain Lamontagne, Alberto Karupel, Lucie Sauvageau, Las Huellas, Raymond Lévesque. La première programmation élaborée pour mai-juin 1981 comprend: Bernard Roy, Yves Fortin, Francine Poulin, Daniel L'Homond (compositeur occitan), Jacques Brunet, Jean-Pierre Lachance, André Michaud, François Huard et Vigletti. Il y a aussi les lundis de la résistance qui, toutes les deux semaines, débattent de sujets d'actualité. On peut souligner la présentation de vidéos et deux journées du Bureau des Prisonniers Politiques Chiliens.

Le *Café Classique* qui se donnait une vocation semblable à celle du *Café de la Résistance*, a fermé ses portes le 24 mai. C'est avec une certaine amertume que le principal animateur constatait que ce lieu qui se voulait un point de fréquentation des groupes populaires, n'a pas réussi à répondre aux espoirs suscités. Effectivement, **la plupart des groupes**

populaires ont un local où ils tiennent leur réunion dans un climat plus propice au travail que l'atmosphère d'un café. Le café a tout de même été fréquenté par des militants mais la programmation d'activités parallèles à la «bouffe» a marqué le pas et n'a pas suscité l'intérêt nécessaire à la survie.

Le café *Chez Temporel* est à souligner comme **lieu d'expression des poètes**. En collaboration avec l'Union des Écrivains, le café présente «les lundis du Temporel» dont voici une liste non exhaustive des invités pour la saison 1980-81: les poètes Serge Legagneur, France Théorêt, Pierre Morency, Madeleine Gagnon, Jacques Brault, André Roy et François Charron, et les romanciers Claudette Charbonneau-Tissot, Suzanne Paradis et Paul Paré.

Cette troisième saison du *Temporel* avait été ouverte par un événement particulier, un collectif de poètes de la Belgique et du Québec avaient été invités à prendre la parole: Françoise Collin, Jacques Lozar, Jean-Pierre Otte, Eugène Savitzkaya, Jean-Pierre Verheggen, Michel Beaulieu, François Charron, Michèle Lalonde, Alexis Lefrançois.

Il existe plusieurs autres cafés qui peuvent soulever un intérêt particulier. Ainsi le *Hobbit* est un **lieu d'expression théâtrale**. Le Café *l'Unes* a présenté récemment une représentation de poésie interventionniste et une conférence sur les énergies du corps par un groupe de théâtre. D'autres cafés sont devenus des lieux de rencontre de quartier. Ils piquent la curiosité comme le *Mille-Feuille*, une bouquinerie-café, le *Café de la Rose* dont le triangle symbolise le léger mystère d'une clientèle ésotérique. Le restaurant le *Bilboquet* présente, avec entrée libre, des mimes, des chansonniers, des poètes, du jazz, etc. Le *Carcajou* et le *Poncho* ont pour le moins des noms originaux. L'un rejoint une clientèle de quartier, l'autre a une atmosphère mexicaine. Le *Café les Gros-Loups*, dans Limoilou, a un petit air de quartier aussi. Après cette énumération, on pourrait poser une question: peut-il émerger de ces petits cafés de quartier, une préoccupation communautaire ou culturelle qui soit autre que la gastronomie ou la culture des recettes? La question est posée.

Art populaire et curiosités

Fête, musique, danse, art actuel et expérimental, voyage et jeu. Les autres points traitaient d'un sujet en particulier, dans ce dernier point, ce sera la curiosité, le vagabondage (On devrait écrire comme on marche dans la rue), sans qu'il y ait de trait commun qui unisse les expériences, ni qu'il y ait le lien direct avec les groupes populaires. C'est de l'alternative pure et simple dans ce qu'elle peut contenir de diversité.

La *Chambre Blanche* est une **galerie d'art alternative multidisciplinaire** présentant des conférences, de la musique, du théâtre et de l'audio-visuel. Les arts plastiques sont aussi une préoccupation du groupe. La *Chambre Blanche* se définit elle-même comme une «galerie communautaire sans but lucratif. Fondée en 1978, elle regroupe des personnes ayant en commun la volonté de partager un lieu de rencontre, d'échange et de création, d'expérimentation en art actuel».¹⁷

La situation matérielle et financière est fortement liée aux subventions du Conseil des Arts et du Ministère des Affaires culturelles. La galerie est déménagée dans de nouveaux locaux sur le boulevard Charest. Elle n'a cependant que **peu de contacts avec la population du quartier où les préoccupations vont plutôt au pain et au beurre qu'à l'art et à l'esthétisme.** Cependant, par son fonctionne-

ment collectif et l'alternative qu'elle présente aux circuits commerciaux, elle mérite une attention.

Les *Manches à Baptiste* ont un an. Ce groupe veut développer les fêtes populaires dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, et d'une façon particulière, les fêtes de la Saint-Jean. La fête nationale, au moins, c'est subventionné. Le groupe est prêt à relever ses manches en tout cas, avec des projets comme un journal de quartier et une maison où des musiciens pourront pratiquer sans hypothéquer la grande quiétude d'un quartier pourtant fort agité.

Pensons à *La Fanfaronie*, un groupe de huit musiciens qui fait de la musique hors scène et de l'animation dans la rue.

L'Entrechat. Quel nom savoureux. L'Entrechat est une école de danse et un lieu de répétition pour une troupe de danseurs. Même si les danseurs ne sont pas salariés, les spectacles sont payants. Cet argent ainsi que l'inscription de \$65 aux cours de danse permet le fonctionnement de l'école.

La *joujouthèque* est un petit commerce (il fait vivre une personne) qui continue à acheter de vieux jouets, à les rafistoler, les asticoter, les rénover et les revendre. Un commerce de rêve, quoi! Ce recyclage des jouets a bien un petit côté écologique qui nous rend curieux.

Finalement, le supplice achève. Partons en voyage et séjournons à l'*Auberge de Jeunesse la Paix* ou au *Centre International de Séjour*. Ce sont là deux lieux associés à l'industrie moderne que génèrent les grandes vacances, soit le tourisme. Dans le monde du loisir, les auberges de jeunesse sont souvent perçues, surtout en région, comme des lieux communautaires où le séjour est autre chose qu'une question de gros sous. Peut-on parler pour autant de loisir populaire. Assurément, si on parle d'une culture de la pauvreté (en \$) et si le loisir populaire inclut ces vacanciers vagabonds qui usent leur pouce comme moyen de transport et un sac de couchage comme site de repos.

Terminons ce voyage dans la **culture de la pauvreté et de l'indigence** en soulignant une visite à la *Maison du Quartier*, une oeuvre du frère Marcel Gagnon (en instance de prêtrise). Ouverte depuis 1978, cette maison est un **lieu de rencontre pour personnes seules et un lieu de dépannage pour celui qui a faim ou soif, ou qui est dévêtu.** À l'été, sont organisées des sorties en campagne à un chalet à St-Nicolas. Signalons le *Centre Nomadie*, ouvert depuis janvier 1980, qui est un lieu de rencontre pour personnes seules, pour détenus en «convalescence» ou convalescents «psychologiques» à la recherche du monde en santé, ce que n'est pas le monde normal (i.e. soumis à la normalité). Le centre est une coopérative pour chambreurs et un lieu de dépannage pour marginaux.

La *Maison Revivre* où on écoute fort la télévision. On y va lorsqu'on n'a plus rien, que plus rien ne va, et que le support de ses pairs (i.e. ceux pour qui rien ne va non plus) est plus apte à ramener en santé que n'importe quel curé, charlatan, médecin, psychologue, récréologue, ou finalement, n'importe lequel G.O. (gentil organisateur) du Club Med.

Si, au lieu d'écrire comme on marche dans la rue, on marchait comme écrivaient les grands auteurs classiques, **tout le monde marcherait au pas de l'oie et il n'y aurait pas de culture populaire mais une culture militaire pour militants malicieux farcis de dogmes.**

«Une société qui abolit toute aventure, fait de l'abolition de cette société la seule aventure possible».¹⁸

Gérard Naud



NOTES

1. *Bulletin Pantoute*, no 5, avril-mai-juin 1981, p. 32.
2. Condensé (en collaboration avec Guy Durand) d'un dossier de cinquante pages que j'ai réalisé en juin 1981 et intitulé *Loisir et culture populaire à Québec*. À noter que l'analyse de la situation s'arrête au printemps 1981. Certains événements datent, d'autres n'y figurent pas, tandis que certains lieux se sont modifiés (ex. l'incendie de la librairie Pantoute).
3. *Fonds de Solidarité des groupes populaires*; les groupes populaires, une force à soutenir, dépliant, février-avril 1981.
4. *Droit de Parole*, mars 1980.
5. *Droit de Parole*, mars 1980, p. 8.
6. *Journal St-Gabriel*, mars 1980, p. 14.
7. *Droit de Parole*, novembre 1979, p. 8.
8. Vidéo-Fiches. *Centre Ciné-Vidéo de Faubourg*.
9. Énoncé de principe. *Centre Ciné-Vidéo de Faubourg*.
10. *Vidéo-femme* a contribué de manière significative au sixième *Festival de films et de vidéos de femmes* à Québec en mars 1982. Helen Doyle, une des fondatrices de Vidéo-femme après avoir collaboré avec Nicole Giguère au vidéo *C'est pas le pays des merveilles* (1981) et *Juste pour me calmer*, a produit *Les mots/maux du silence* dont le propos est la créativité issue de la folie.
11. *Inter-Vision Liaison*. Dépliant publicitaire.
12. Toute la section de l'auteur sur *Intervention* est ici omise, question de ne pas s'enfoncer davantage dans le nominalisme, caractéristique dominante de la culture nord-américaine. (G.D.)
13. Régis Tremblay, «Pantoute», *Le Soleil*, 15 mars 1981, p. E-3.
14. Denis Lebrun, *Le Bulletin Pantoute*, no 1, avril 1980, p. 2.
15. *Le bottin des ressources alternatives*, entrepôt coopératif l'Engoulevant. a/s Service Librairie. 1981, p. 60.
16. *Droit de Parole*, novembre 1980, p. 6.
17. Jean-Claude St-Hilaire, *Bulletin de La Chambre Blanche*, février 1981, p. 5.
18. Une citation douteuse, tirée du cerveau de Raoul Duguay par Raoul Vaneigen.